

MERCREDI 1 JUILLET 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Pour une société de décroissance (Serge Latouche) p.2
- = L'ode papale à la bonne économie (Serge Latouche) p.8
- = La fin de la planète en 2100 ? (Audrey Garric) p.9

- = EN ATTENDANT LE PROCHAIN ! (François Leclerc) p.12
- = Energies et Economie: Revue Mondiale Juin 2015 (Laurent Horvath) p.13
- = Or et cash contre Grèce et marchés boursiers (Bill Bonner) p.24
- = Grèce : et maintenant ? (Cécile Chevré) p.26
- = BFM du 1 juillet 2015 – Marchés panurgiques p.35
- = Chute des cours des banques 60 milliards de dollars de capitalisation évaporés. (Bruno Bertez) p.38
- = Bourse un semestre bourré de pièges (Bruno Bertez) p.39
- = Calme sur les bonds en Europe, mieux spéculatif sur les bancaires (Bruno Bertez) p.41
- = Qu'on nous rappelle Herman Van Rompuy ! Et vite ! (Bruno Colmant) p.44
- = Le capitalisme n'est pas forcément la liberté! (Michel Santi) p.46



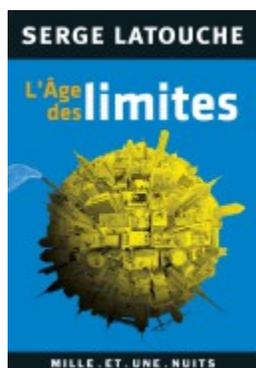
VIDÉO du JOUR

Conférence de Serge Latouche autour de son ouvrage « L'âge des Limites »



<https://www.youtube.com/watch?v=LuuiNzCpNH0>

Français, 1heure 05



LIVRE : Serge Latouche, L'âge des limites
Fayard/Mille et une nuits, 7 nov. 2012 - 152 pages

Au début des années 1930, lorsque Paul Valéry écrit l'une de ses plus fameuses phrases, « Le temps du monde fini commence », il constate que le temps de l'aventure, des découvertes des nouveaux continents et de leur conquête est terminé. Aujourd'hui, son expression « monde fini » nous renvoie à l'épuisement du monde, tout d'abord de son sol et de ses richesses minières et pétrolifères, à la pollution des eaux, de l'océan, de l'air... L'exploitation totale de notre biosphère ne peut plus être que l'annonce de la fin du monde. Si nous voulons éviter la catastrophe, il convient de rompre avec le projet de développement illimité que porte l'Occident et d'entrer dans une nouvelle ère : l'Âge des limites. Nous devons impérativement abandonner le programme formulé au XVIIe siècle par le philosophe anglais Francis Bacon : « Reculer les bornes de l'empire humain en vue de réaliser toutes les choses possibles. » C'était une illusion, dangereuse et destructrice. Serge Latouche montre comment le processus qui conduit à toujours repousser les limites se manifeste dans tous les domaines (non seulement économique et écologique, mais aussi politique et moral).

Pour une société de décroissance

Absurdité du productivisme et des gaspillages

par Serge Latouche, novembre 2003 Monde-Diplomatique.fr (Archives du web)

Mot d'ordre des gouvernements de gauche comme de droite, objectif affiché de la plupart des mouvements altermondialistes, la croissance constitue-t-elle un piège ? Fondée sur l'accumulation des richesses, elle est destructrice de la nature et génératrice d'inégalités sociales. « Durable » ou « soutenable », elle demeure dévoreuse du bien-être. C'est donc à la décroissance qu'il faut

travailler : à une société fondée sur la qualité plutôt que sur la quantité, sur la coopération plutôt que la compétition, à une humanité libérée de l'économisme se donnant la justice sociale comme objectif.

par Serge Latouche, novembre 2003

« Car ce sera une satisfaction parfaitement positive que de manger des aliments sains, d'avoir moins de bruit, d'être dans un environnement équilibré, de ne plus subir de contraintes de circulation, etc. »

Jacques Ellul ([1](#))

Le 14 février 2002, à Silver Spring, devant les responsables américains de la météorologie, M. George W. Bush déclarait : *« Parce qu'elle est la clef du progrès environnemental, parce qu'elle fournit les ressources permettant d'investir dans les technologies propres, la croissance est la solution, non le problème. ([2](#)) »* Dans le fond, cette position est largement partagée par la gauche, y compris par de nombreux altermondialistes qui considèrent que la croissance est aussi la solution du problème social en créant des emplois et en favorisant une répartition plus équitable.

Ainsi, par exemple, Fabrice Nicolino, chroniqueur écologique de l'hebdomadaire parisien *Politis*, proche de la mouvance altermondialiste, a récemment quitté ce journal au terme d'un conflit interne provoqué par... la réforme des retraites. Le débat qui s'en est suivi est révélateur du malaise de la gauche ([3](#)). La raison du conflit, estime un lecteur, est sans doute d'*« oser aller à l'encontre d'une sorte de pensée unique, commune à presque toute la classe politique française, qui affirme que notre bonheur doit impérativement passer par plus de croissance, plus de productivité, plus de pouvoir d'achat, et donc plus de consommation ([4](#)) »*.

Après quelques décennies de gaspillage frénétique, il semble que nous soyons entrés dans la zone des tempêtes au propre et au figuré... Le dérèglement climatique s'accompagne des guerres du pétrole, qui seront suivies de guerres de l'eau ([5](#)), mais aussi de possibles pandémies, de disparitions d'espèces végétales et animales essentielles du fait de catastrophes biogénétiques prévisibles.

Dans ces conditions, la société de croissance n'est ni soutenable ni

souhaitable. Il est donc urgent de penser une société de « décroissance » si possible sereine et conviviale.

La société de croissance peut être définie comme une société dominée par une économie de croissance, précisément, et qui tend à s'y laisser absorber. La croissance pour la croissance devient ainsi l'objectif primordial, sinon le seul, de la vie. Une telle société n'est pas soutenable parce qu'elle se heurte aux limites de la biosphère. Si l'on prend comme indice du « poids » environnemental de notre mode de vie l'« empreinte » écologique de celui-ci en superficie terrestre nécessaire, on obtient des résultats insoutenables tant du point de vue de l'équité dans les droits de tirage sur la nature que du point de vue de la capacité de régénération de la biosphère. Un citoyen des Etats-Unis consomme en moyenne 9,6 hectares, un Canadien 7,2, un Européen moyen 4,5. On est donc très loin de l'égalité planétaire, et plus encore d'un mode de civilisation durable qui nécessiterait de se limiter à 1,4 hectare, en admettant que la population actuelle reste stable (6).

Pour concilier les deux impératifs contradictoires de la croissance et du respect de l'environnement, les experts pensent trouver la potion magique dans l'*écoefficience*, pièce centrale et à vrai dire seule base sérieuse du « développement durable ». Il s'agit de réduire progressivement l'impact écologique et l'intensité du prélèvement des ressources naturelles pour atteindre un niveau compatible avec la capacité reconnue de charge de la planète (7).

Que l'efficience écologique se soit accrue de manière notable est incontestable, mais dans le même temps la perpétuation de la croissance forcenée entraîne une dégradation globale. Les baisses d'impact et de pollution par unité de marchandise produite se trouvent systématiquement anéanties par la multiplication du nombre d'unités vendues (phénomène auquel on a donné le nom d'« effet rebond »). La « nouvelle économie » est certes relativement immatérielle ou moins matérielle, mais elle remplace moins l'ancienne qu'elle ne la complète. Au final, tous les indices montrent que les prélèvements continuent de croître (8).

Enfin, il faut la foi inébranlable des économistes orthodoxes pour penser que la science de l'avenir résoudra tous les problèmes et que la substituabilité illimitée de la nature par l'artifice est concevable.

Si l'on suit Ivan Illich, la disparition programmée de la société de croissance

n'est pas nécessairement une mauvaise nouvelle. « *La bonne nouvelle est que ce n'est pas d'abord pour éviter les effets secondaires négatifs d'une chose qui serait bonne en soi qu'il nous faut renoncer à notre mode de vie comme si nous avions à arbitrer entre le plaisir d'un mets exquis et les risques afférents. Non, c'est que le mets est intrinsèquement mauvais, et que nous serions bien plus heureux à nous détourner de lui. Vivre autrement pour vivre mieux (9).* »

La société de croissance n'est pas souhaitable pour au moins trois raisons : elle engendre une montée des inégalités et des injustices, elle crée un bien-être largement illusoire ; elle ne suscite pas pour les « nantis » eux-mêmes une société conviviale, mais une anti-société malade de sa richesse.

L'élévation du niveau de vie dont pensent bénéficier la plupart des citoyens du Nord est de plus en plus une illusion. Ils dépensent certes plus en termes d'achat de biens et services marchands, mais ils oublient d'en déduire l'élévation supérieure des coûts. Celle-ci prend des formes diverses, marchandes et non marchandes : dégradation de la qualité de vie non quantifiée mais subie (air, eau, environnement), dépenses de « compensation » et de réparation (médicaments, transports, loisirs) rendues nécessaires par la vie moderne, élévation des prix des denrées raréfiées (eau en bouteilles, énergie, espaces verts...).

Herman Daly a mis sur pied un indice synthétique, le Genuine Progress Indicator, indicateur de progrès authentique (IPA), qui corrige ainsi le produit intérieur brut (PIB) des pertes dues à la pollution et à la dégradation de l'environnement. A partir des années 1970, pour les Etats-Unis, cet indicateur stagne et même régresse, tandis que celui du PIB ne cesse d'augmenter (10). Il est regrettable que personne en France ne se soit encore chargé de faire ces calculs. On a toutes les raisons de penser que le résultat serait comparable. Autant dire que, dans ces conditions, la croissance est un mythe, même à l'intérieur de l'imaginaire de l'économie de bien-être, sinon de la société de consommation ! Car ce qui croît d'un côté décroît plus fortement de l'autre.

Tout cela ne suffit malheureusement pas pour nous amener à quitter le bolide qui nous mène droit dans le mur et à embarquer dans la direction opposée.

Entendons-nous bien. La décroissance est une nécessité ; ce n'est pas au départ un idéal, ni l'unique objectif d'une société de l'après-développement et d'un autre monde possible. Mais faisons de nécessité vertu, et concevons,

pour les sociétés du Nord, la décroissance comme un objectif dont on peut tirer des avantages (11). Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance. En particulier, la décroissance n'est pas la croissance négative, expression antinomique et absurde qui voudrait dire à la lettre : « avancer en reculant ». La difficulté où l'on se trouve de traduire « décroissance » en anglais est très révélatrice de cette domination mentale de l'économisme, et symétrique en quelque sorte de l'impossibilité de traduire croissance ou développement (mais aussi, naturellement, décroissance...) dans les langues africaines.

On sait que le simple ralentissement de la croissance plonge nos sociétés dans le désarroi en raison du chômage et de l'abandon des programmes sociaux, culturels et environnementaux, qui assurent un minimum de qualité de vie. On peut imaginer quelle catastrophe serait un taux de croissance négatif ! De même qu'il n'y a rien de pire qu'une société du travail sans travail, il n'y a rien de pire qu'une société de croissance sans croissance. C'est ce qui condamne la gauche institutionnelle, faute d'oser la décolonisation de l'imaginaire, au social-libéralisme. La décroissance n'est donc envisageable que dans une « société de décroissance » dont il convient de préciser les contours.

Une politique de décroissance pourrait consister d'abord à réduire voire à supprimer le poids sur l'environnement des charges qui n'apportent aucune satisfaction. La remise en question du volume considérable des déplacements d'hommes et de marchandises sur la planète, avec l'impact négatif correspondant (donc une « relocalisation » de l'économie) ; celle non moins considérable de la publicité tapageuse et souvent néfaste ; celle enfin de l'obsolescence accélérée des produits et des appareils jetables sans autre justification que de faire tourner toujours plus vite la mégamachine infernale : autant de réserves importantes de décroissance dans la consommation matérielle.

Ainsi comprise, la décroissance ne signifie pas nécessairement une régression de bien-être. En 1848, pour Karl Marx, les temps étaient venus de la révolution sociale et le système était mûr pour le passage à la société communiste d'abondance. L'incroyable surproduction matérielle de cotonnades et de biens manufacturés lui semblait plus que suffisante, une fois

aboli le monopole du capital, pour nourrir, loger et vêtir correctement la population (au moins occidentale). Et pourtant, la « richesse » matérielle était infiniment moins grande qu'aujourd'hui. Il n'y avait ni voitures, ni avions, ni plastique, ni machines à laver, ni réfrigérateur, ni ordinateur, ni biotechnologies, pas plus que les pesticides, les engrais chimiques ou l'énergie atomique ! En dépit des bouleversements inouïs de l'industrialisation, les besoins restaient encore modestes et leur satisfaction possible. Le bonheur, quant à sa base matérielle, semblait à portée de la main.

Pour concevoir la société de décroissance sereine et y accéder, il faut littéralement sortir de l'économie. Cela signifie remettre en cause sa domination sur le reste de la vie, en théorie et en pratique, mais surtout dans nos têtes. Une réduction massive du temps de travail imposé pour assurer à tous un emploi satisfaisant est une condition préalable. En 1981 déjà, Jacques Ellul, l'un des premiers penseurs d'une société de décroissance, fixait comme objectif pour le travail pas plus de deux heures par jour ([12](#)). On peut, s'inspirant de la charte « consommations et styles de vie » proposée au Forum des organisations non gouvernementales (ONG) de Rio lors de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement de 1992, synthétiser tout cela dans un programme en six « r » : réévaluer, restructurer, redistribuer, réduire, réutiliser, recycler. Ces six objectifs interdépendants enclenchent un cercle vertueux de décroissance sereine, conviviale et soutenable. On pourrait même allonger la liste des « r » avec : rééduquer, reconvertir, redéfinir, remodeler, repenser, etc., et bien sûr relocaliser, mais tous ces « r » sont plus ou moins inclus dans les six premiers.

On voit tout de suite quelles sont les valeurs qu'il faut mettre en avant et qui devraient prendre le dessus par rapport aux valeurs dominantes actuelles. L'altruisme devrait prendre le pas sur l'égoïsme, la coopération sur la compétition effrénée, le plaisir du loisir sur l'obsession du travail, l'importance de la vie sociale sur la consommation illimitée, le goût de la belle ouvrage sur l'efficacité productiviste, le raisonnable sur le rationnel, etc. Le problème, c'est que les valeurs actuelles sont systémiques : elles sont suscitées et stimulées par le système et, en retour, elles contribuent à le renforcer. Certes, le choix d'une éthique personnelle différente, comme la simplicité volontaire, peut infléchir la tendance et saper les bases imaginaires du système, mais, sans une remise en cause radicale de celui-ci, le

changement risque d'être limité.

Vaste et utopique programme, dira-t-on ? La transition est-elle possible sans révolution violente, ou, plus exactement, la révolution mentale nécessaire peut-elle se faire sans violence sociale ? La limitation drastique des atteintes à l'environnement, et donc de la production de valeurs d'échange incorporées dans des supports matériels physiques, n'implique pas nécessairement une limitation de la production de valeurs d'usage à travers des produits immatériels. Ceux-ci, au moins pour partie, peuvent conserver une forme marchande.

Toutefois, si le marché et le profit peuvent persister comme incitateurs, ils ne peuvent plus être les fondements du système. On peut concevoir des mesures progressives constituant des étapes, mais il est impossible de dire si elles seront acceptées passivement par les « privilégiés » qui en seraient victimes, ni par les actuelles victimes du système, qui sont mentalement ou physiquement *droguées* par lui. Cependant, l'inquiétante canicule 2003 en Europe du Sud-Ouest a fait beaucoup plus que tous nos arguments pour convaincre de la nécessité de s'orienter vers une société de *décroissance*. Ainsi, pour réaliser la nécessaire décolonisation de l'imaginaire, on peut à l'avenir très largement compter sur la pédagogie des catastrophes.

Serge Latouche

Professeur émérite d'économie à l'université d'Orsay, objecteur de croissance.

L'ODE PAPALE À LA BONNE ÉCONOMIE

PDF : [Serge Latouche, monde-diplomatique.fr août 2010 \(archives du web\)](http://monde-diplomatique.fr)

L'ode papale à la « bonne » économie

Pourtant saint patron des banquiers et des comptables, l'apôtre Matthieu fustigeait l'argent : « Aucun homme ne peut servir deux maîtres. Car toujours il haïra l'un et aimera l'autre. On ne peut servir à la fois Dieu et Mammon » (Matthieu 6, 24). Deux mille ans plus tard, assis sur le trône de Pierre, Benoît XVI célèbre le ralliement de l'Eglise catholique à l'économie de marché...

Par Serge Latouche

Août 2010, www.monde-diplomatique.fr

Fichier en pdf : http://liege.mpoc.be/articles/Latouche-Serge_Ode-papale-a-la-bonne-economie_Monde-Diplo-aout2010.pdf

La fin de la planète en 2100 ?

par [Audrey Garric](#) vendredi 27 juillet 2012 [LeMonde.fr](#) (Archives du web)



C'est la rumeur qui enflamme la Toile depuis plusieurs semaines : les écosystèmes de la planète pourraient connaître un effondrement total et irréversible d'ici 2100. A l'origine de cette prophétie apocalyptique, non une secte d'illuminés, un médium en manque de publicité ou le dernier blockbuster américain en vogue. Non, l'allégation est issue d'une étude de la très sérieuse revue *Nature*, référence parmi les publications scientifiques. La thèse ? L'environnement, sous l'effet des dégradations causées par l'homme, pourrait franchir un point de non-retour avant la fin du siècle.

Dans [*Approaching a state-shift in Earth's biosphere*](#), les auteurs, 22 chercheurs appartenant à une quinzaine d'institutions scientifiques internationales, alarment sur une perte de la biodiversité de plus en plus rapide et une accélération des changements climatiques.

Selon l'étude, presque la moitié des climats que nous connaissons aujourd'hui sur la Terre pourraient bientôt avoir disparu. Ils seraient ainsi remplacés, sur entre 12 % à 39 % de la surface du globe, par des conditions qui n'ont jamais été connues par les organismes vivants. Et ce changement s'effectuerait de manière brutale, empêchant les espèces et écosystèmes de s'y adapter.

Les bouleversements des milieux naturels ont toujours existé, rappelle l'étude, que ce soit à une échelle locale - au niveau des bassins ou des récifs coralliens par exemple -, régionale - il y a 5 500 ans, le Sahara était constitué de prairies fertiles - ou planétaire. La Terre a ainsi connu sept grandes crises : l'explosion cambrienne, il y a 540 millions d'années, les cinq extinctions massives qui ont anéanti pour certaines jusqu'à 90 % de la vie sur Terre et le passage de la dernière période glaciaire à notre époque, il y a 12 000 ans.

Mais alors que l'explosion cambrienne et le réchauffement de l'Holocène ont

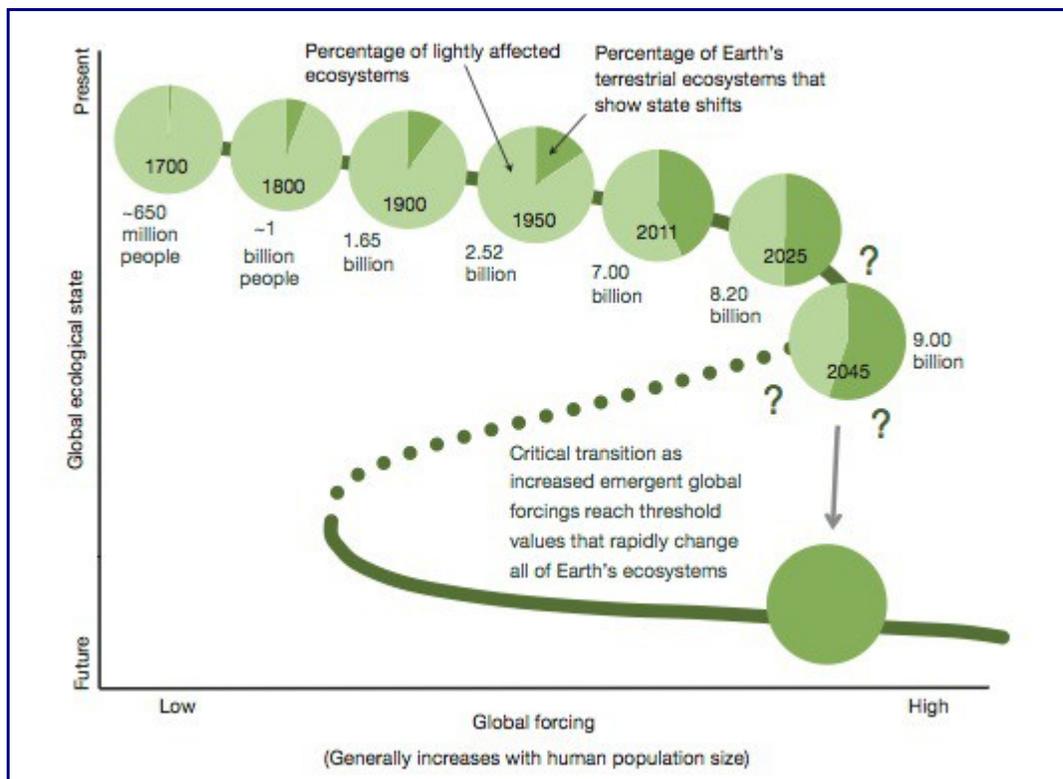
été déclenchés par des catastrophes naturelles, des changements dans la composition des océans et de l'intensité solaire, une nouvelle pression est aujourd'hui exercée sur les écosystèmes : celle de 7 milliards d'êtres humains - et 9 milliards en 2050.

"A l'époque où la planète est passée d'une période glaciaire à celle actuelle, interglaciaire, des changements biologiques des plus extrêmes sont apparus en seulement mille ans. A l'échelle de la Terre, c'est comme passer de l'état de bébé à l'âge adulte en moins d'une année. Le problème, c'est que la planète est en train de changer encore plus vite aujourd'hui", explique Arne Moers, co-auteur de l'étude et professeure en biodiversité à l'université Simon Fraser de Vancouver.

Et la chercheuse de poursuivre : *"La planète ne possède pas la mémoire de son état précédent. Nous prenons un énorme risque à modifier le bilan radiatif de la Terre : faire basculer brutalement le système climatique vers un nouvel état d'équilibre auquel les écosystèmes et nos sociétés seront incapables de s'adapter. [...] Le prochain changement pourrait être extrêmement destructeur pour la planète. Une fois que le seuil critique sera dépassé, il n'y aura plus de possibilité de revenir en arrière."*

D'après l'étude, ce seuil correspondrait à l'utilisation de 50 % des ressources terrestres. Or, aujourd'hui, 43 % des écosystèmes terrestres sont déjà utilisés pour subvenir aux besoins des hommes. Un tiers de l'eau douce disponible est par ailleurs détourné pour un usage humain. Les taux d'extinction des espèces sont à des sommets jamais atteints durant l'ensemble de l'évolution humaine - de 10 à 100 fois le rythme naturel d'extinction constaté par les scientifiques sur une période de 500 millions d'années, alors qu'il pourrait être bientôt 10 000 fois supérieur. Et les émissions de CO₂ ont augmenté de 35 % depuis l'ère pré-industrielle du fait de la combustion d'énergies fossiles.

L'évolution de l'utilisation des sols au cours des siècles, alors que la population mondiale augmente :



"Au vu de ces éléments, on peut affirmer qu'un basculement est très plausible au cours du siècle prochain", assure Anthony Barnosky, paléobiologiste à l'université de Californie à Berkeley. Toutefois, d'importantes incertitudes demeurent : "Il s'agit de savoir si ce changement planétaire est inévitable et, si oui, dans combien de temps il surviendra."

Une prudence partagée par nombre de scientifiques qui ont lu l'étude. Pour Brad Cardinal, biologiste à l'université du Michigan, interrogé par le magazine américain [Wired](#), cette recherche est probante mais pas concluante : *"Ce n'est pas la première fois qu'une étude du genre est publiée. Seul le temps nous permettra de savoir si ces résultats se vérifient ou pas."* "Il faut se méfier de l'interprétation qui en est faite dans certains médias, selon lesquels la Terre pourrait ne pas atteindre le XXII^e siècle. La planète ne va pas disparaître avant 4 milliards d'années et elle restera habitable bien longtemps encore. Mais les dégradations en cours vont affecter nos conditions de vie", tempère de son côté le climatologue Jean-Pascal van Ypersele, vice-président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans une interview au magazine belge [Le Vif/L'Express](#).

Reste qu'un véritablement changement des modes de vie est nécessaire et

urgent. Les 22 scientifiques de l'étude proposent aux gouvernements d'entreprendre quatre actions immédiates : diminuer radicalement la pression démographique ; concentrer les populations sur les zones enregistrant déjà de fortes densités afin de laisser les autres territoires tenter de retrouver des équilibres naturels ; ajuster les niveaux de vie des plus riches sur ceux des plus pauvres ; développer de nouvelles technologie permettant de produire et de distribuer de nouvelles ressources alimentaires sans consommer davantage de ressources.

EN ATTENDANT LE PROCHAIN !

par François Leclerc 1 juillet 2015 blog de Paul Jorion

Selon un sondage effectué hier, le « non » l'emporterait au référendum de dimanche prochain, à condition qu'il ne soit pas suspendu, bien qu'il soit en recul par rapport à lundi, avant que les limitations de retraits des banques aient été annoncées. Les chiffres actuels sont les suivants (entre parenthèses figurent ceux du précédent sondage) : « non » 46% (57%), « oui » 37% (30%), indécis 17% (13%). Il en ressort que rien n'est joué et que le pari d'Angela Merkel d'une victoire du « oui » et d'une reprise des négociations sur cette base est loin d'être gagné.

Michel Sapin suit une ligne différente en expliquant ce matin que « le but est de trouver un accord avant le référendum si c'est possible », alors que va se poursuivre la téléconférence de l'Eurogroupe suspendue hier soir. De nouvelles propositions d'accord ont été adressées par Alexis Tsipras, dont la teneur n'est pas encore connue. Mais de nombreux obstacles se dressent sur la route d'un accord, le moindre n'étant pas la consultation du Bundestag.

Des spéculations font état d'un remplacement possible d'Alexis Tsipras par Yannis Dragasakis, réputé plus favorable à un accord au sein de Syriza, le vice-premier ministre du gouvernement. Elles ont pour objectif de crédibiliser une solution gouvernementale si le « oui » l'emportait et ne sont pas en phase avec les événements. La principale bataille se joue désormais en Grèce et a pour objet le résultat du référendum, Alexis Tsipras ayant toujours fait valoir qu'il conforterait la position du gouvernement dans les négociations. Ses dernières demandes n'ont comme contre-partie qu'une suspension du référendum et non pas son annulation. Les prises de position

publiques des uns et des autres sont prioritairement dirigées vers les électeurs grecs, même si elles ne s'adressent pas à eux.

Prochain épisode : le résultat de l'Eurogroupe et la divulgation des nouvelles propositions grecques.

UNE NOUVELLE DONNE EST POSSIBLE

En revenant à quelques modifications près sur son refus de la dernière proposition des créanciers, Syriza plie mais ne rompt pas, faisant preuve de plus de responsabilité que ses adversaires : la victoire du « non » qui se profile risquerait de déboucher sur une dangereuse aventure, a-t-il été craint à Athènes devant l'intransigeance allemande. L'adoption du nouveau plan de deux ans demandé hier donnera du temps, un compromis qui de ce point de vue convient également aux créanciers dont cela a toujours été l'objectif.

Les 29 milliards demandés par le premier ministre grec ont été calculés pour juste faire face aux échéances de remboursement de la Grèce. Les conditions qui l'accompagneraient pourraient être celles qui sont désormais acceptées par le gouvernement grec, mais les délais pour mettre ce nouveau dispositif en place sont courts : le 20 juillet tombe l'échéance de la BCE. Le FMI pourrait de son côté accepter un report.

Si ce schéma n'est pas accepté, la perspective d'une victoire du « non » en sortira renforcée.

Energies et Economie: Revue Mondiale Juin 2015

Laurent Horvath , Suisse, 2000watts.org Mercredi, 01 Juillet 2015 04:51



Dans cette édition de l'inventaire mondial des Energies, vous trouvez:

- Suisse: La Banque Nationale investit 2,1 milliards \$ dans le schiste américain
- Allemagne: Mercedes annonce sa batterie pour l'énergie solaire privée
- Arabie Saoudite: 50% de son énergie pour les climatisations
- Canada: Les pétroliers enfin taxés en Alberta
- Arctique: Pause dans l'exploration autant aux USA qu'en Russie
- L'été sera chaud et nous terminons juin au-dessus des 30 degrés

Le pétrole est presque en mort clinique. Même pas une poussée de fièvre ou une descente vertigineuse. A New York il baisse d'un cheveu 62.30\$ (60.30\$ fin mai) et à

Londres même topo 62.01\$ en cette fin de mois (65.66\$ fin mai).

L'uranium copie son pote le pétrole et stagne: 36,5\$ en juin (35\$ fin mai).

Monde

Les entreprises gazières partent en guerre contre le charbon pour se profiler comme la source d'énergie "propre" pour assurer notre croissance. [Joli coup médiatique](#) des 6 plus grands gaziers européens, qui à l'approche de la Conférence sur le Climat de Paris (nov-déc 2015), demande de taxer le CO2. Leurs collègues américains partent dans la direction opposée.

Arctique

Groupé au sein du même consortium, Exxon Mobil et BP vont suspendre leurs programmes d'exploration dans la Mer de Beaufort (Arctique canadien). Ils pensent que le bail valable jusqu'en 2020, ne leur donnera pas assez de temps pour retrouver financièrement leurs billes. Chevron avait pris la même décision en décembre dernier.

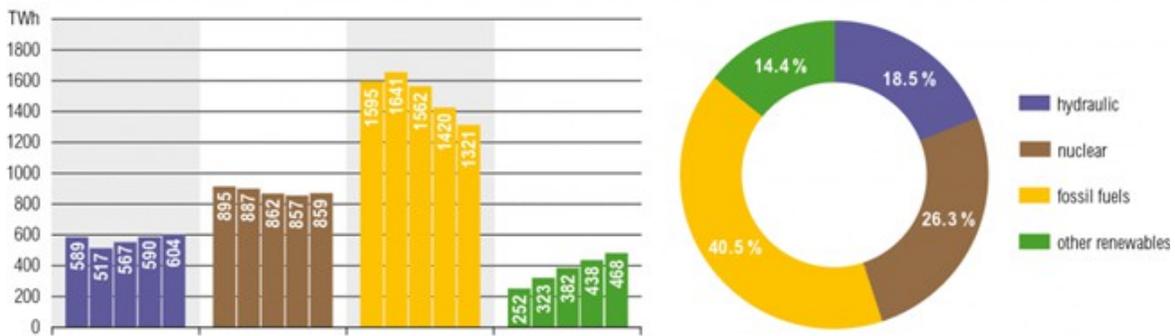
Le Ministre Russe de l'Energie, Alexander Novak, annonce que le programme d'exploration pétrolière en Arctique va être repoussé en 2016. Les sanctions occidentales en sont la cause.

Seattle, USA. Des kayak-tivistes ont protesté contre Royal Dutch Shell et la venue de la station de forage off-shore Polar Pioneer qui va être expédiée dans l'Arctique pour effectuer des forages durant cet été.

[Dim lights](#)

Europe

Un tiers de l'électricité européenne est produite à base d'énergie renouvelable. Il y a 4 ans, le ratio était de 24%. La part du charbon, gaz, pétrole est de 40,5%



Allemagne

Les fabricants automobiles se lancent dans le stockage d'électricité photovoltaïque pour les particuliers. Cette technique leur permet de « recycler » les batteries contenues dans leurs voitures électriques ou de se lancer dans un nouveau business.

Ainsi après Tesla Motor, c'est Mercedes Benz qui arrive avec sa solution pour septembre 2015 déjà.

Voici une pub. Beaucoup d'humour très germanique et didactique...

[Dim lights](#)

Espagne

Après avoir joué la pompom girls de l'énergie solaire, l'Espagne propose un virage à 180 degrés avec une taxe meurtrière contre ceux qui produisent et consomment de l'électricité solaire. Cette taxe devrait aider à combler la différence de 26 milliards euros entre les revenus de la vente d'électricité et les coûts de production. Elle permettra également de rendre l'énergie solaire impropre à tous ceux qui désirent l'installer et de continuer à acheter de l'électricité aux grands producteurs avec l'aide des gaziers et pétroliers comme Endesa, Repsol, etc..

Lire [the Men who are stealing the sun](#)

Suisse

La Banque Nationale Suisse a [investi à hauteur de 2,1 milliards \\$](#) dans le pétrole de schiste aux USA. L'institution se serait-elle fait piégée par les banques américaines (Goldman Sachs, Bank of America, UBS USA) qui se

débarrassent par tous les moyens de ces actions pourries?

Le forage de géothermie en grande profondeur (-4'000m) de St-Gall est définitivement abandonné suite à un léger tremblement de terre. C'est l'entreprise pétrolière américaine Schlumberger qui était responsable d'exécuter le forage. Confier de la géothermie à un pétrolier, c'est un peu comme demander à un renard de surveiller le poulailler.

La consommation moyenne de carburant des voitures de tourisme neuves en 2014 est de 6,11 litres. La baisse représente 2,1% par rapport à 2013 (6,24 l/100 km). Les émissions moyennes de CO2 des voitures neuves ont quant à elles diminuées de 2,1% en 2014 pour s'établir autour de 142 grammes de CO2 par kilomètre (145 g/km en 2013).

Dim lights

Un camion qui se conduit tout seul

Suède

Pour la première fois, l'énergie éolienne a produit plus d'électricité que les centrales nucléaires du pays sur 2 jours. 3'403 megawatts pour l'éolien contre 3'378 pour le nucléaire en 24h.

Bon, 7 réacteurs suédois sont à l'arrêt : 2 pour des raisons techniques et 5 pour une modernisation.

Hollande

La Court de La Haye a ordonné au gouvernement hollandais de réduire d'au moins 25% ses émissions de CO2 d'ici à 5 ans. Les 3 juges soulignent que la baisse actuelle de 14-17% en comparaison avec le niveau de 1990 est illégale.

Après de nombreux tremblements de terre et d'affaissements qui ont endommagé beaucoup de maisons, la production du champ gazier de Groningen a dû être fortement diminuée.



Ecosse - Angleterre

160 nouvelles éoliennes offshore vont produire 56 gigawatt ce qui placera l'installation au deuxième rang dans le pays.

Londres va supprimer les subsides à l'éolien terrestre d'ici à Avril 2016. L'année passée l'éolien a produit le 5% de l'électricité du pays.

Le Lancashire a voté contre les forages de schiste de Caudrilla Resources Ltd. Alors qu'en Ecosse, le Gouvernement espère augmenter sa production pétrolière de 17% d'ici à 2019 dans la Mer du Nord et autorise les forages de schiste.

Tony Blair, l'ancien sulfureux premier ministre britannique et porte-drapeau des entreprises pétrolières et gazières anglaises, sera le Key Speaker du Swiss Energy and Climate en septembre à Berne, Suisse. Le brave homme va parler de climat et d'environnement! Il pourrait également aborder le sujet du recyclage!

Russie

La production russe est restée inchangée en Mai avec un record à 10,71 millions b/j. L'entrée en cash revêt une importance particulière pour Poutine. Le pays reprend la tête du plus grand producteur de pétrole devant l'Arabie

Saoudite et les USA.

Les raffineries de la côte Ouest et Hawaii profitent de la baisse des prix du pétrole (Brent Londres) pour s'approvisionner en Russie ou le pétrole est presque aussi bon marché qu'aux USA.

Grosses inondations à Sotchi.

Rosneft, le plus grand producteur de pétrole russe, a vu ses bénéfices chuter de 35% au premier trimestre en comparaison avec 2014. Un mix entre les prix bas et les sanctions, qui limitent les capacités d'emprunts, ont forgé cette contraction.



La nouvelle batterie Mercedes pour les maisons et les particuliers
Moins sexy que les batteries de Tesla, mais une disruption dans la production d'électricité solaire

Pologne

L'eldorado de gaz de schiste, la terre promise en Europe pour cette technologie a fait long feu. ConocoPhillips se retire définitivement de sa participation dans Lane Energy Poland après y avoir laissé 220 millions \$. L'entreprise a réalisé 7 forages pour autant de fiascos.

En 2009, le pays avait prévu l'indépendance énergétique. Les mêmes promesses sont tenues aux anglais en ce moment. Refaire quelque chose qui ne fonctionne pas, n'est-ce pas la définition de la folie?

Ukraine

L'Ukraine a suspendu tous ses achats de gaz à la Russie après l'échec de négociations sur les prix. La Russie avait proposé de maintenir son tarif pour l'Ukraine à 247,18 dollars pour 1000 m³ jusqu'à fin septembre, soit un rabais

estimé à 40 dollars par rapport au prix que Moscou pouvait appliquer en fonction d'accords antérieurs. Kiev réclame une réduction de 86\$.

Grosse surprise avec la nomination de Mikhaïl Saakachvili, ancien président géorgien, pro-américain, à la tête de la région russophone d'Odessa. Pour l'occasion, il a été naturalisé ukrainien. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que le gouvernement ukrainien fait appel à l'étranger. En décembre dernier, à la suite des élections législatives d'octobre, Petro Porochenko recrutait trois ministres venus de l'étranger :

- Au ministère des Finances : Natalia Iaresko, Américaine d'origine ukrainienne, ayant auparavant fait carrière à Washington, au département d'État.

- Au ministère de l'Économie, Aivaras Arbomavitchous, Lituanien, ancien joueur de basket, mais surtout connu pour avoir longtemps travaillé pour East Capital, fonds d'investissement américain.

- Au ministère de la Santé, Sandro Kvitachvili, un Géorgien qui occupait, il y a peu, le même poste à Tbilissi. Comme dit le proverbe: Il ne sert à rien de tirer sur un brin d'herbe pour le faire grandir.

Dim lights

Un peu de fun dans cette actualité de haute voltige

Asie

Pakistan

Après la canicule qui a fait plusieurs milliers de morts en Inde, c'est au tour du Pakistan de subir une vague de chaleur meurtrière de plus de 49 degrés: 1'500 morts. On dirait que cette vague de chaleur touche maintenant l'Europe de l'Ouest.

Chine

La société China Nuclear Engineering Corp va être mise sur le marché boursier. Ca fait un peu peur de voir la construction de centrale nucléaire dans les mains d'investisseurs.

La Chine est clairement l'un des plus grand bénéficiaire pétrolier du bras de fer entre les USA et le Moyen-Orient. La baisse des prix de l'or noir a permis à la Chine de remplir ses réserves stratégiques et de devenir le plus grand

importateur de pétrole au monde.

La croissance chinoise ralenti. A quel rythme ? Difficile à dire, mais durant les 18 derniers mois, la demande de gaz est en baisse. Habituellement, la hausse de consommation dépassait les 10% pour diminuer à 8,6 en 2014 et 7% au premier trimestre et 6% en avril. La demande de gaz est un bon indicateur pour les besoins électriques du pays. Une croissance de 7% semble assez difficile à obtenir pour cette année.

La bourse de Shanghai Composite a chuté de 20% depuis le 12 juin. Le marché boursier chinois est à la forte baisse malgré les tentatives de la Banque Nationale.

Pékin continue de travailler sur les problèmes de pollution et notamment sur les bateaux de transport. Ils vont devoir utiliser un pétrole «approuvé» lors de leurs arrêts dans les portset se connecter au réseau électrique au lieu d'utiliser leurs génératrices diesel.

Japon

Après quelques hésitations, l'avion Solaire Solar Impulse tente de traverser le Pacifique. Il lui faudra 5 jours pour arriver à Hawaï, où pas...

[Dim lights](#)

Solar Impulse la grande traversée

Les Amériques

USA

Le CEO de Chevron annonce que l'entreprise va dépenser moins d'argent dans les manœuvres politiques et plus dans la question environnementale. A première vue, cela peut ressembler à une bonne nouvelle. Mais la dernière fois que Chevron s'était penchée sur des questions environnementales, l'entreprise avait financé des études afin de discréditer le réchauffement climatique. Chevron est l'un des leader dans l'extraction de schiste technique reine dans les émanations de méthane et de CO2.

Lors de la réunion annuelle, le CEO d'ExxonMobil, Rex Tillerson, a minimisé les effets du réchauffement climatique et a indiqué à ses actionnaires que siExxonMobil n'investit pas dans les énergies renouvelables

ce n'est pour ne pas perdre de l'argent de manière volontaire. La Banque Nationale Suisse, qui a investi plus de 660 millions \$ dans ExxonMobil, doit se fermer les yeux.

La Californie subit sa plus grande sécheresse depuis que les relevés existent. A ce stade, 1900 puits sont à sec et certaines villes ne peuvent plus alimenter leurs habitants.

L'Agence de l'Energie Américaine (EIA) pense que les USA vont produire 14 millions de barils de pétrole par jour d'ici à 2025.

Gaz de Schiste

Les dettes pourries (junk bond) de l'industrie de schiste américaines ont atteint un niveau record de 230 milliards \$. Les grandes banques, qui ont investi dans ce créneau, tentent de se débarrasser de ces actions pourries. Veillez à ne pas avoir ce genre d'actions dans votre porte-feuille car les prévisions sont toujours à la (forte) baisse.

Il ne sera plus possible aux habitants de l'Oklahoma de stopper la réalisation de forages de schiste sur leur territoire. Les pétroliers ont réussi à faire passer le « Senate Bill 809 » qui donne les mains libres et la priorité aux exploitants de schiste au nez et la barbe des habitants. Le même scénario s'est produit à Arlington, Texas, partrie de Lance Armstrong.

La chute des actions des entreprises de schiste continuent à dévisser et les grands prédateurs que sont Chevron, ExxonMobil ou Connoco attendent le bon moment pour racheter les entreprises en faillite pour 1\$ symbolique.

Au Colorado, Dakota du Nord et l'Utah, les pétroliers ont réussi à bloquer la demande du Gouvernement Fédéral afin de dévoiler les produits chimiques utilisés par l'industrie de schiste. Le juge Scott Shavdahl du Wyoming pense qu'il y a ingérence du Fédéral dans le business des Etats. ([lire Denvers Post](#))

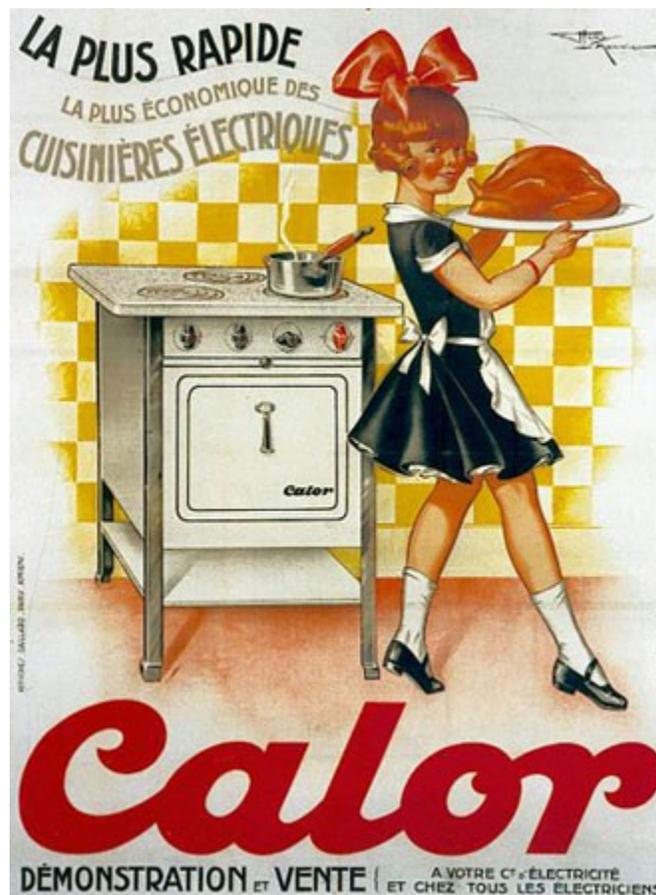
[Dim lights](#)

Canada

Le nouveau gouvernement de centre-gauche de la province de l'Alberta, qui a mis fin en mai à quarante-quatre ans de règne conservateur, a annoncé que les

entreprises devront, à compter de 2017, réduire de 20 % l'intensité de leurs émissions et que le prix de la taxe pour les contrevenants passera à 30 dollars la tonne au lieu de 15 actuellement. L'industrie pétrolière représentait un quart des 726 millions de tonnes de gaz à effet de serre émis au Canada en 2013. Le Canada a raté jusqu'ici tous ses objectifs de réduction de gaz à effet de serre.

Les incendies de forêt de l'Alberta ont freiné la production du pétrole le plus polluant de la planète. Plus de 43'000 hectares ont pris feu. Dans ces régions, les activités des sables bitumineux ont dû être stoppées pendant une semaine.



Pub rétro 1950: Quand la cuisine électrique devenait un "must"

Moyen-Orient

Arabie Saoudite

Ali al-Naimi, le ministre du pétrole depuis 20 ans, désire prendre sa retraite. Le plus influent des ministre pétrolier arrive à 79 ans.

Avec des températures à +40 degrés, l'Arabie Saoudite redirige ses exportations de pétrole dans ses systèmes d'air conditionné. On devait arriver à 50% de la production pétrolière du pays durant cet été. Pour produire son électricité, le baril est vendu à 4\$ l'unité (0,02 centime le lt) ce qui semble inquiéter le nouveau Roi.

L'Arabie continue d'augmenter ses capacités de raffinage : 5,4 millions b/j. L'objectif l'arrêt de la vente du brut bon marché pour la commercialisation de carburants et de produits pétrochimiques bien plus chers.

Dans leur combat avec les Houhis aux Yemen, ces derniers ont tiré un missile sur la raffinerie d'Aden (Yemen) et un incendie a éclaté. En avril, cette raffinerie (150'000 b/j) avait déjà subi un grand incendie.

Iran

Téhéran a l'ambition de produire 4 millions b/j de brut et 1 million de condensé d'ici à 2018. Au regard de l'ambiance dans la région, les compagnies pétrolières étrangères voient un trop grand risque d'investissements.

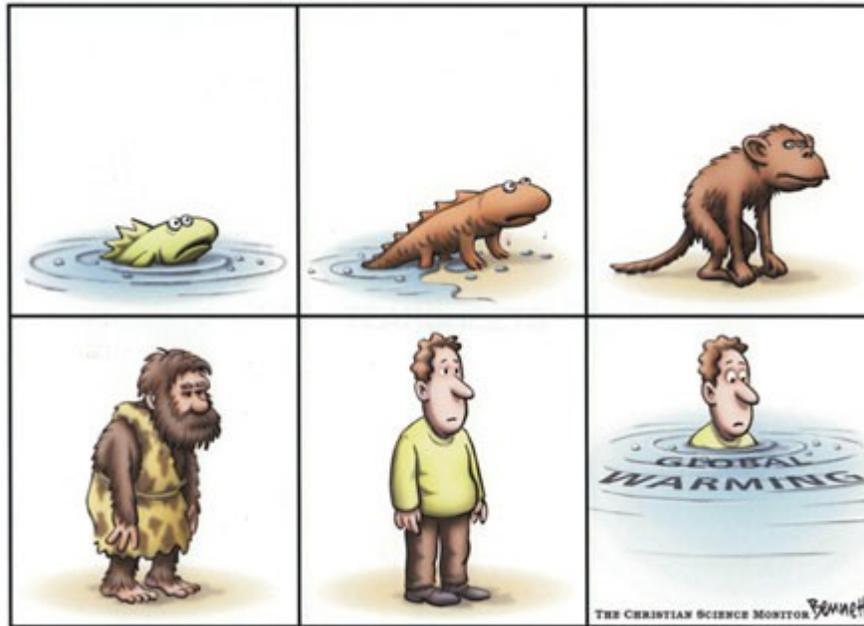
La quantité de pétrole que l'Iran est capable de mettre sur le marché est un atout important qui pourrait permettre d'éviter au monde une pénurie d'ici à 2020. Le pays possède également de grandes quantités sur des pétroliers stationnés dans les océans du monde.

Irak

Le pétrole lourd lancé par Bagdad sur ses forages de Basra ne trouvent pas assez de preneurs en Asie.

L'Etat Islamique ne progresse pas en direction de la capitale. Ce qui est étonnant, c'est que l'EI ne se soit pas encore attaqué aux larges sources pétrolières du Sud du pays.

Les revenus pétroliers de l'Etat Islamique atteignent toujours le million \$ par jour. Grâce à la Turquie, l'exportation se fait via la frontière et des camions citernes. Le prix de vente du baril tourne autour de 20\$.



Afrique

Nigéria

Le nouveau président, Muhammadu Buhari a dissous le conseil d'administration de la compagnie nationale pétrolière. L'entreprise a perdu mystérieusement 20 milliards \$ ce qui fait quand même de belles petites enveloppes. Le président désire se battre contre la corruption et a demandé la coopération des gouvernements étrangers.

Le plus grand producteur de pétrole d'Afrique va être touché par une pénurie de carburant. Le Gouvernement renonce à distribuer des subsides pour l'essence ce qui fâche les distributeurs.

Le « paradoxe de l'abondance »

Ce paradoxe est visible au Mozambique, Ouganda, Tanzanie et le Kenya. Les pays les plus riches en ressources pétrolières ou minières ont une croissance inférieure face aux pays qui n'ont pas de ressources (malédiction du pétrole). Pour illustrer le cas, voir le Nigeria ci-dessus.

La phrase du mois

Les modèles climatiques qui cherchent à prévoir l'impact de la hausse des températures ne sont simplement pas bons. ExxonMobil se méfie quand à

faire des efforts de réduire les émissions de CO2 qui ne fonctionneraient pas ou qui ne seraient pas nécessaires si les modèles sont erronés. L'humanité a cette énorme capacité à faire face à l'adversité. Les solutions se présenteront d'elles-mêmes dès que les réalités seront plus claires. Je sais que c'est une réponse très insatisfaisante pour beaucoup de personnes, mais c'est la réponse qu'un ingénieur et un scientifique vous donneront.

Rex Tillerson, CEO Exxon Mobil, Paris juin 2015.

La diplomatie est l'art de conduire la partie adverse là où l'on veut.

Or et cash contre Grèce et marchés boursiers

01 juil 2015 | [Bill Bonner](#) | [LA Chronique Agora](#)

▪ En Grèce, les files d'attente s'allongent. Jusqu'au coin de la rue. Tout le long du quartier.

Des files pour retirer de l'argent. Des files pour acheter de l'essence. Des files de gens soucieux de mettre la main sur des choses de valeur : nourriture, carburant, *cash*.

Il faut avoir pitié du malheureux qui arrive en dernier.

... Le pauvre chauffeur de taxi, par exemple, debout derrière 300 autres personnes... tentant de retirer 60 malheureux euros. Comme un tragique client de boîte de nuit... il fait partie des derniers à sentir la fumée. Une fois qu'il arrive à la sortie, elle est encombrée de gens désespérés, luttant tous pour sortir par la même porte étroite.

Rappelez-vous : lorsqu'un ours vous attaque dans les bois, inutile d'être plus rapide que l'ours. Il suffit d'être plus rapide qu'au moins un autre randonneur.

De même, inutile d'être le premier à retirer votre argent au distributeur ; il faut simplement s'assurer de sortir votre argent avant que la machine soit vide.

De même, lorsqu'un marché baissier attaque, pas besoin d'être le premier à vendre... mais mieux vaut vraiment ne pas être le dernier.

La Grèce continue de faire trembler les investisseurs. De l'autre côté de la planète, les analystes examinent "le début de la fin pour les valeurs

chinoises".

Nous doutons que ce soit le début de la fin. Il est plus probable que ce soit juste la fin du début. Vendredi, la banque centrale chinoise a abaissé ses taux à un plus bas record, après que les actions ont perdu 7% à Shanghai en une seule journée. Les analystes s'attendaient à un rebond massif après la baisse de taux. Au lieu de ça, l'indice a replongé, perdant 3,3%.

"On a une situation potentiellement très moche cette semaine" **▪ Le début de la fin du début...**
La Grèce... la Chine... Selon un commentateur, interrogé par Bloomberg :

"On a une situation potentiellement très moche cette semaine".

Notre supposition : les actions aux Etats-Unis et en Chine ont touché leurs plus hauts.

Le vétéran Richard Russell, qui étudie les marchés depuis 1958, est du même avis :

"Je pense que le sommet est apparu comme un voleur dans la nuit. Le Dow est tombé sous le seuil des 18 000 ; il est désormais négatif sur l'année.

Il y a une grande vague vers le dollar US, une fuite vers la sécurité. Selon moi, le dollar est désormais suracheté et surestimé. [...] Je ne serais pas surpris de voir le Dow passer sous les 17 000 dans les jours qui viennent. [Et j'ose espérer] que mes abonnés sont hors du marché et détiennent seulement de l'or et de l'argent physiques".

Attendez. De l'or et de l'argent ? Un lecteur pose la question :

"Dans la même veine que la question de votre lecteur sur l'utilité du cash quand le cash est déclaré illégal, à quoi sert l'or s'il est déclaré illégal ?"

Pour faire court, la réponse est double. Premièrement, les métaux précieux ne sont pas illégaux pour l'instant. Et deuxièmement, rendre quelque chose illégal ne rend pas nécessairement cette chose impopulaire.

Roosevelt a interdit l'or en 1933. Les autorités voulaient le contrôle complet de la monnaie. Le dollar s'appuyait sur l'or, à l'époque, de sorte que

contrôler le dollar signifiait obtenir le contrôle de l'or. Une fois l'or en main, ils pouvaient dévaluer le dollar simplement en recalculant de prix dollar-or, de 20 \$ à 35 \$. En un instant, les gens ont perdu 40% de leur richesse (telle que mesurée en or). Cette interdiction a duré 42 ans. Elle a pris fin en 1975.

Aujourd'hui, les autorités n'ont même pas besoin d'interdire l'or. Il est considéré comme "un actif comme les autres" — à l'instar d'un tableau de Van Gogh ou une Corvette 1967. Peu de gens en possèdent. Peu de gens s'en soucient — pas même les autorités. Elles n'y accorderont probablement guère d'intérêt — du moins pour l'instant.

▪ **Vers une interdiction de l'or ?**

Cela pourrait changer, bien entendu, si les files s'allongent. Les gens intelligents se tourneront vers l'or — non seulement juste à temps, mais juste au cas où. C'est une forme de *cash* — traditionnellement, la meilleure. On peut le contrôler. On peut l'échanger contre du carburant, de la nourriture et d'autres formes de richesse.

Beaucoup de choses peuvent mal tourner pendant une crise. Beaucoup de choses peuvent mal tourner pendant une crise. Le *cash* vous aide à vous en tirer.

Le cash vous aide à vous en tirer Généralement, le prix de l'or augmente avec l'incertitude et le désespoir. Parce qu'il est utile. Comme le Bitcoin et les espèces dans votre portefeuille (par opposition à l'argent que votre banque vous doit), l'or n'est pas à la botte du gouvernement ou des banques. Inutile de faire la queue pour en avoir. Ou pour le dépenser.

Oui, à mesure que de plus en plus de gens se tournent vers l'or comme moyen d'éviter les files, les autorités pourraient à nouveau l'interdire. Mais lorsque nous fermons les yeux et tentons d'imaginer un monde où l'or est illégal... ce que nous voyons, c'est un monde où nous voulons plus que jamais en posséder.

Grèce : et maintenant ?

01 juil 2015 | [Cécile Chevré](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Les Européens ont affirmé à la face du monde l'échec de la monnaie unique — et du projet européen.

Je sais, je sais, la Grèce a une énorme part de responsabilité dans l'échec retentissant qui se profile déjà. La vie à crédit, l'évitement de l'impôt comme

sport national et cette triste affaire de manipulation des chiffres pour rejoindre la Zone euro — un montage financier mené de main de maître par Goldman Sachs et Mario Draghi, l'actuel président de la BCE.

Tout ceci est vrai et nécessitait la mise en oeuvre de réformes structurelles et d'une politique d'austérité en Grèce. Mais sur ces péchés originels est venue se greffer la flagrante incapacité de la Zone euro à régler le problème grec.

▪ **Au bout de la fuite en avant**

En acceptant les solutions intermédiaires, en préférant reporter indéfiniment le problème, en laissant les banques et investisseurs institutionnels se gaver de dette grecque à fort rendement tout en sachant qu'elle ne serait jamais remboursée, la Troïka est clairement responsable de l'aggravation du problème grec. Depuis 2010, la dette grecque leur a permis d'accumuler les profits et si une restructuration leur a bien été imposée, le reste leur a été racheté par... la BCE (c'est-à-dire les contribuables de la Zone euro).

Pourtant les voix n'ont pas manqué pour réclamer, dès 2010, une solution tenable et claire. La Troïka a choisi la solution de l'enfer perpétuel en maintenant l'endettement du pays mais, en outre, en l'accroissant. Nous voici aujourd'hui au bout de ce processus de fuite en avant...

La Grèce paie le prix fort, avec un endettement qui dépasse les 175% du PIB La Grèce paie le prix fort, avec un endettement qui dépasse les 175% du PIB contre, il n'est pas inutile de le rappeler, 113% en 2009, un chômage dépassant les 27% (et plus de 50% chez les jeunes) et un des taux de pauvreté (26% !!!) les plus forts de l'UE (16% en moyenne). Voilà le bilan économique et social de l'aide de la Troïka.

Que penser d'une "union" qui met volontairement à la porte un des siens ?
Que penser d'une "union" qui a clairement protégé les banques et les investisseurs qui ont parié et gagné sur les difficultés de la Grèce ?

Aujourd'hui, la question de la survie de la monnaie unique à moyen terme doit être posée. La Zone euro a démontré qu'elle était incapable de trouver une solution définitive et tenable pour un de ses membres. Elle a démontré qu'elle n'avait d'union que de nom. Elle a donné des arguments de poids à ceux qui y voient la source de tous nos maux... Et ils sont de plus en plus nombreux.

Ce coup de gueule passé, je respire un grand coup, j'essaie de faire taire les

déceptions de la fervente européenne que je suis pour revenir à l'avenir immédiat.

▪ **Dernières nouvelles du front grec**

– En fin de semaine dernière, Alexis Tsipras a annoncé l'organisation d'un référendum en Grèce. La question posée : acceptez-vous, ou pas, le plan d'aide (et de réformes) du Groupe de Bruxelles ? Date du référendum : le 5 juillet prochain.

- L'Eurogroupe, n'ayant pas apprécié — du tout — l'organisation de ce référendum (il est vrai qu'il arrive trop tard pour faire face à l'échéance de demain soir), les discussions avec la Grèce ont immédiatement été interrompues samedi dernier, mettant la Grèce dans une impasse dont il va être difficile de sortir sans faire défaut.

- Tsipras a annoncé hier soir un contrôle des capitaux et des retraits pour éviter un effondrement du système bancaire grec (ce qui serait une catastrophe pour l'économie du pays).

▪ **Que peut-il se passer maintenant ?**

Question 1 : que peut-il se passer après le référendum ?

=> Si le non au plan d'aide l'emporte : Tsipras se maintient au gouvernement, est en rupture avec l'Europe, la Grèce fait défaut (voir la Question 2)

=> Si le oui l'emporte : le gouvernement Tsipras — qui a officiellement appelé à voter "non" — tombe, une période de latence se met en place le temps qu'un nouveau gouvernement soit élu ou nommé et les discussions reprennent. Pour info, les derniers sondages donnent le oui gagnant à 57%.

Question 2 : que va-t-il se passer si la Grèce fait défaut ?

=> Le défaut se fait de manière organisée, en collaboration avec les créanciers. Pour l'instant, cette solution est peu probable, du moins tant que Tsipras est au pouvoir.

=> Le défaut se fait sans la collaboration du Groupe de Bruxelles. Dans ce cas, ce qui va être crucial, c'est l'état des banques grecques :

Si le contrôle des capitaux ne fonctionne pas, Athènes devra se tourner vers sa banque centrale, et très probablement imprimer une monnaie parallèle

- Si le contrôle des capitaux ne fonctionne pas, Athènes devra se tourner vers sa banque centrale, et très probablement imprimer une monnaie parallèle. Restera à savoir si cette décision fera sortir la Grèce de la Zone euro (statutairement rien n'est prévu à ce

sujet).

- Si le contrôle des capitaux fonctionne, Athènes n'aura peut-être pas besoin d'imprimer, du moins pas tout de suite, et peut tenter un lent redémarrage, sans dettes certes mais aussi sans soutien financier de la Zone euro et de la BCE. Cela va être dur, très dur.

Voici pour les grands scénarios possibles. Il faut aussi leur adjoindre les solutions que j'appellerais "tombées du ciel" :

- une aide financière extérieure (Chine, Russie) : scénario très peu probable
- une démission du gouvernement Tsipras avant le référendum, surtout si les sondages continuent d'indiquer une nette victoire du "oui" : scénario assez probable
- un revirement du Groupe de Bruxelles qui accorderait une aide financière à la Grèce en revoyant ses exigences à la baisse : scénario peu probable

Quel que soit le scénario qui se profile, il n'y aura pas de véritable solution au problème grec tant que la dette ne sera pas complètement restructurée.

« La crise grecque, la théorie des jeux, et la passionnante analyse de Piketty, prix Nobel d'économie »

Charles Sannat 1 juillet 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Le titre de cet article peut vous inquiéter par sa complexité mais vous allez voir, il n'en est rien car au bout du compte, beaucoup de choses même compliquées peuvent s'exprimer clairement.

Écoutez Thomas Piketty... sur la Grèce. Et dire que je le trouve « trop » libéral !!

Tout d'abord, je vous invite à écouter Thomas Piketty, notre dernier grand succès littéraire économique qui était l'invité de Jean-Jacques Bourdin.



<http://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/thomas-piketty-face--jeanjacques-bourdin-en-direct-572985.html>

Pour ceux qui ne pourront pas voir la vidéo immédiatement, il raconte sans ambiguïté qu'il avait été expliquer aux Grecs que s'ils se serraient suffisamment la ceinture et qu'ils atteignaient « un excédent primaire », c'est-à-dire le fait de payer plus d'impôts que d'occasionner de dépenses (ce qui n'est même pas le cas en France depuis 1974, dernière année budgétaire excédentaire), alors les Européens renégocieraient la dette grecque. L'engagement fut tenu par les Grecs (quoi que l'on vous raconte actuellement) mais l'Europe refusa de renégocier la dette et proposait aux Grecs d'attendre encore et de continuer à faire encore plus d'efforts alors que nous ne parlons plus de crise économique en Grèce mais de crise humanitaire.

Piketty y explique aussi que l'Allemagne, oui l'Allemagne, le parangon de vertu, est le pays qui n'a jamais payé ses dettes au 20^e siècle. Non, l'Allemagne n'a pas été vertueuse après la guerre de 14/18 et elle n'a pas payé ses dettes, de la même façon qu'elle ne les paiera pas non plus après la Seconde Guerre mondiale. Piketty explique très justement, et je peux vous assurer que Piketty n'est pas vraiment un « communiste » dans l'âme, que vouloir faire payer la Grèce, passez-moi l'expression, c'est aussi con que d'avoir voulu faire payer l'Allemagne en 1920. Au bout du compte, en ruinant l'Allemagne de l'époque, nous avons fait le lit du nazisme et nous avons nous-mêmes créé les conditions de notre débâcle de 1940, de notre occupation et de notre humiliation.

Une grande conférence sur la dette... pour annuler les dettes qui ne seront jamais remboursées... En réalité, Piketty évoque là ni plus ni moins que la mise en place d'un grand effacement. Christine Lagarde du FMI parle, elle, d'un « global reset ». N'oubliez pas les conséquences éventuelles d'une telle conférence. Les dettes SONT l'épargne.

La France doit mettre son veto à une expulsion de la Grèce de la zone euro et s'opposer frontalement à l'Allemagne...

Ce n'est pas rien non plus cette sortie de notre économiste qui dénonce l'amateurisme gouvernemental et présidentiel ainsi que les erreurs multiples d'un François Hollande totalement dépassé.

Pour Piketty, rien ne peut se faire si la France s'oppose de façon frontale. Car si on ouvre la boîte de Pandore de la sortie de la zone euro, alors à chaque élection dans chaque pays ce sera la spéculation jusqu'à la destruction totale de l'euro.

D'ailleurs, il explique également que cela pousse la Grèce dans les bras de la Russie, sans oublier que la politique d'austérité imposée par l'Europe fait le jeu des mouvements nationalistes de droite qu'il considère plus dangereux que les gens d'extrême gauche de type Syriza.

Le gâchis collectif

Enfin, pour lui, il ne faut pas asphyxier davantage la Grèce puisqu'elle n'a pas le niveau d'activité suffisant pour s'en sortir et ce n'est pas en faisant fermer ses banques, en lui refusant de l'aide que l'on va l'aider à s'en sortir et, in fine, à retrouver de la solvabilité. C'est donc un gâchis pour tout le monde y compris pour les créanciers.

Voici donc en résumé la position de notre Piketty national et cela vaut le coup de l'entendre et remet quelques pendules à la bonne heure !

Mais ce n'est pas tout. Vous ne le savez peut-être pas mais le ministre des Finances grec Yanis Varoufakis, que j'avais eu le plaisir d'interroger il y a quelques mois à peine en exclusivité pour le Contrarien Matin, est un expert de la théorie des jeux. La théorie des jeux, c'est un peu l'art de la stratégie poussé à son paroxysme.

Je reproduis ci-dessous la définition de Wikipédia.

Théorie des jeux

« La théorie des jeux est un ensemble d'outils pour analyser les situations dans lesquelles l'action optimale pour un agent dépend des anticipations qu'il forme sur la décision d'un autre agent. Cet agent peut être aussi bien une personne physique, une entreprise ou un animal. L'objectif de la théorie des jeux est de modéliser ces situations, de déterminer une stratégie optimale pour chacun des agents, de prédire l'équilibre du jeu et de trouver comment aboutir à une situation optimale. La théorie des jeux est très souvent utilisée en économie, en sciences politiques, en biologie ou encore en philosophie.

Les fondements de la théorie moderne des jeux sont décrits pour la première fois en 1928 dans une publication de John von Neumann. Les idées de la théorie des jeux sont ensuite développées par Oskar Morgenstern et le même John von Neumann en 1944 dans leur ouvrage *Theory of Games and Economic Behavior* ».

La Grèce négocie pour son avenir, n'a pas grand-chose à perdre et ses dirigeants appliquent la théorie des jeux dans le cadre de la « raison d'état ».

Une question que personne ne pose est « quel est l'objectif de la Grèce ? ».

Une autre devrait être « quel est l'objectif de l'Europe, du FMI et de la BCE ? ».

Maintenant, croisez ces deux questions. Essayons de jouer ensemble à la théorie des jeux !

Vous êtes Grecs, quel est votre objectif ? Idéalement, la situation optimale pour vous, Grec, serait de pouvoir :

- 1/ Rester dans l'euro.
- 2/ Assouplir l'austérité et répondre à la crise humanitaire qui épuise votre peuple.
- 3/ Obtenir une renégociation de votre dette pour que vos efforts ne soient pas effectués en vain.
- 4/ Que l'accord s'inscrive dans la durée et pas sur une période de trois mois encore une fois qui ne donne aucune visibilité au peuple et qui ne correspond à aucun projet crédible à part celui de faire gagner du temps aux créancier.

Il est donc assez facile, avec du bon sens, de lister les objectifs de la Grèce dans cette négociation. La Grèce sait donc ce qu'elle veut et ce qu'elle peut ou ne peut plus.

Maintenant, faisons la même chose pour l'Europe. Quels sont les objectifs de l'Europe ? Sauver et préserver l'euro ? Dans ce cas, il faudrait être plus constructif avec les Grecs...

Se faire rembourser les dettes par la Grèce ? Dans ce cas, comme le dit très justement Piketty, il est nécessaire de ne pas plus enfoncer la Grèce mais au contraire de lui donner de l'air pour qu'elle puisse améliorer son niveau d'activité. Il faut donc favoriser la stabilité, la visibilité... et accessoirement éviter de faire fermer les banques...

Alors je repose la question parce que là, je ne comprends pas. Quels sont les objectifs de l'Europe ? Et vous savez pourquoi les objectifs de l'Europe ne sont pas clairs ?

Les objectifs de l'Europe ne sont pas clairs parce qu'ils sont inavouables !

Et Piketty le sait tout aussi bien que moi, mais lui étant prix Nobel, il a une parole légèrement moins libre que la mienne !!

Au moment où j'écris ces lignes (et nous sommes mardi soir), la Grèce a proposé à l'Europe un nouveau projet d'accord.

« La Grèce a proposé mardi à ses créanciers de conclure avec le Mécanisme européen de stabilité (MES) un accord sur deux ans permettant de couvrir ses besoins financiers tout en restructurant sa dette, a indiqué le bureau du Premier ministre Alexis Tsipras. »

« La chancelière allemande a fait savoir qu'elle attendait le référendum de dimanche avant toute négociation. Athènes a aussi annoncé qu'il ne rembourserait pas le FMI ce soir... »

Quels sont donc les objectifs de l'Europe car pour le moment, tout ce que fait l'Europe pointe dans une seule direction. L'Allemagne veut forcer la Grèce à sortir de l'euro et de l'Europe. L'Allemagne y gagnerait et préserverait ses finances, son argent et sa puissance au détriment de tous les autres pays européens. L'Allemagne prendrait dès lors la tête de l'Europe et exercerait un pouvoir sans partage et nous devrions tous suivre.

Et c'est exactement ce risque que Thomas Piketty a dénoncé dans son intervention et la raison pour laquelle il a demandé à François Hollande de taper du poing sur la table.

Nous sommes dans une situation infiniment plus grave que ce que l'immense majorité des gens pense ou perçoit.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

Les créanciers disent à Tsipras : pas touche aux riches !

Je vous invite à lire cet excellent article de *L'Humanité* qui vous raconte par le menu comment l'Europe, le FMI et la BCE ont demandé à Tsipras de taxer les pauvres encore plus mais lui ont interdit de taxer les riches et d'aller prendre l'argent là où il est...

Merci à nos camarades de *L'Huma* d'avoir insisté sur cette information.

Alors, à votre avis, quel est l'objectif de l'Europe ?

LIEN : <http://www.humanite.fr/les-creanciers-disent-tsipras-pas-touche-aux-riches-578062>

Charles SANNAT

La Turquie propose son aide financière à la Grèce !!

Je vous repose la question... quel est l'objectif de l'Europe avec la Grèce ? Je vous rappelle que la Turquie et la Grèce sont censées être des ennemies jurées... Et si finalement ce n'était pas le cas et que la paix entre les peuples était possible et que l'achat d'armes allemandes à coup de milliards d'euros empruntés n'était pas une politique nécessaire ?

LIEN : <http://fr.sputniknews.com/international/20150630/1016786692.html#ixzz3eZ9Z3Usq>

Charles SANNAT

Éconoclaste – Défaut de paiement de la Grèce vis à vis du FMI : le début de la fin ? (VIDÉO)

J'étais l'invité d' »Éconoclaste « sur Écorama aujourd'hui avec une émission consacrée évidemment exclusivement à la Grèce.

Ce mardi à minuit la Grèce ne remboursera pas le FMI. Quelles conséquences ce défaut va-t-il entraîner ? Si les Grecs votent « non » au référendum de dimanche, la sortie de l'euro devient-elle inévitable et la faillite programmée ? Écorama du 30 juin, présenté par David Jacquot, sur

Boursorama.com.

[Voir la vidéo directement sur le site de Boursorama ici.](#)

Charles SANNAT

Retour à la drachme : gains et risques (VIDÉO)



J'étais l'invité de la rubrique « Désintox » sur Écorama aujourd'hui.

Quels seraient les avantages et les inconvénients d'un retour de la Grèce à la drachme ? Niveau de vie, possible retour de la croissance, inflation importée : la Grèce a-t-elle intérêt à revenir à sa monnaie nationale ? Écorama du 30 juin, présenté par David Jacquot, sur Boursorama.com.

Pour voir la vidéo, c'est ici, directement sur le site de Boursorama !!

Charles SANNAT

BFM du 1 juillet 2015 – Marchés panurgiques

Juillet 1, 2015/ Les Éconoclastes/par Philippe Béchade

Nous sommes au courant des vidéos BFM se lançant toutes seules. Nous sommes en train de travailler sur le sujet.

Marchés panurgiques : Philippe Bechade VS Philippe de Cholet

Selon le Président des Econoclastes, « **Wolfgang Schäuble et Merkel [...]** ont la pression des américains depuis le week-end dernier donc on est un petit peu pressé de trouver une solution. »

Concernant une sortie de la Zone Euro ou un défaut sur la dette « **les grecs sont préparés depuis très très longtemps** » puisque depuis 2006 une partie du pays ouvre des comptes à l'étranger. De plus, si jamais une crise devait survenir sur les marchés, Philippe Béchade annonce que ça ne devrait pas venir de la Grèce puisque c'est un risque dont tout le monde se couvre depuis

bien longtemps maintenant.

« Je pense que sur la planète, la Grèce est le seul pays où ses habitants ont placé à l'extérieur des frontières plus de 300 milliards d'euros [ce qui représente une à une fois et demi son PIB]. »

Si la Grèce sort de la Zone Euro **« il va y avoir un tsunami de liquidité qui va revenir dans le pays. »**



Partie 1 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/philippe-bechade-vs-philippe-de-cholet-13-grexit-il-va-y-avoir-un-tsunami-de-liquidites-dans-le-pays-0107-574413.html>

Partie 2 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/philippe-bechade-vs-philippe-de-cholet-23-les-publications-d-entreprise-vont-elles-relancer-les-marches-0107-574433.html>

Partie 3 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/philippe-bechade-vs-philippe-de-cholet-33-le-ralentissement-de-l-economie-chinoise-est-il-sous-control-0107-574485.html>

Concernant les autres risques politiques à venir en Europe cet automne avec le vote des Espagnols, Philippe de Cholet part du principe que le risque de Podemos n'est pas entièrement fondé car les espagnols ont déjà fait une très grande partie du travail pour sortir leur pays de l'ornière et que M. Rajoy s'est vivement opposé aux grecs ces derniers temps.

Cependant, Philippe Béchade est loin d'être d'accord avec les arguments de son homologue puisque l'assise que représente Podemos serait selon lui similaire à celle de Syriza lors de sa victoire aux élections grecques. De plus, Syriza a maintenant **« élargi sa base »** d'adhérents. Enfin, M. Rajoy représente **« moins de 25% des espagnols »** selon les sondages, ses dires sont donc loin d'être représentatives.

Pour terminer sur ce sujet, le Président des Econoclastes nuance tout de même l'impact d'une victoire de Podemos puisque l'Espagne est un pays fédéral et la courbe est maintenant plus favorable : **« ils n'ont peut-être pas intérêt à tout casser et à tout refondre. »**

« Je pense qu'on se fait beaucoup d'illusions sur la capacité de Rajoy à se maintenir. »

Les investisseurs semblent confiants pour le futur en Europe, tout comme M. de Cholet puisque **« la consommation privée à de très bons niveaux »** en ce moment. Nous marquons une **« reprise du cycle »** plus concrète, notamment au niveau des résultats d'entreprises qui devraient arriver et dont les premiers s'annoncent prometteurs. Cela devrait donc être **« le principal driver de la croissance des marchés dans les 6 prochains mois. »**

De plus, il n'y a pas de ralentissement de la croissance américaine selon lui. De **« très bonnes surprises »** sont à venir.

Pour Philippe Béchade en revanche, tout est déjà pricé sur les marchés. La montée de ces derniers dans les 6 prochains mois n'est donc pas corrélée avec la réalité des faits si elle a lieu. Nous sommes aujourd'hui à un niveau de bénéfice équivalent à celui du CAC il y a 4 ans, alors que ce dernier était à 3500pts. Certes il y a **« un effet de base positif »** notamment sur l'énergie qui est basse et donc favorable, mais cela n'explique pas les records battus sur le NASDAQ par exemple.

« Ce n'est pas mieux aujourd'hui que ça ne l'était en 2012 ou 2011. »

Aujourd'hui **« les actions évoluent par paquet et par thème »**, les gérants sont tétanisés par la Grèce d'où l'apparition de **« séance porte de saloon [... de ces] marchés panurgiques »** comme il était visible à la séance du 30 juin.

Cap maintenant vers l'Asie, où le ralentissement chinois est selon Philippe de Cholet sous contrôle. Ce ralentissement s'expliquant par la traditionnelle excuse de la phase de repositionnement du modèle économique chinois vers un modèle de consommation privée.

Toutefois, pour notre éconoclaste, **« le gouvernement chinois ne peut rien faire »** devant les mouvements du marché. **« La Chine est confrontée à un**

sérieux problème qui [...] est un peu un condensé de ce qui s'est passé au Japon. » A savoir la montée d'une bulle immobilière avant le passage des investisseurs sur les marchés actions.

Cette crise que connaît la Chine pourrait devenir systémique si le pays commençait à utiliser ses réserves de changes et à les déverser pour pallier à ses propres problèmes : « **le jour où vous liquidez vos T-bonds mais vous écroulez le marché.** » Cela rentre en plus dans une conjoncture où, mis à part les obligations d'Etats, les obligations *corporates* (des entreprises) ne se négocient plus dans un marché « **dans le coma. Dans le *high yield*, si on veut sortir on ne peut pas. Il n'y a pas de liquidité.** » C'est-à-dire qu'il n'y a personne pour acheter.

« Les marchés obligataires sont des pièges. Si la Chine utilise son matelas je peux vous assurer que pour les autres la chute va être rude. »

Enfin, concernant le Japon, la relève des entreprises japonaises et des investissements après 10 ans de QE japonais est un bon point. Néanmoins, les salaires des japonais ne remontent toujours pas et les investissements des entreprises sont là « **généralement pour robotiser encore plus.** »

« Les entreprises ont des marges et on ne soutient toujours pas la demande intérieure au Japon. »

Chute des cours des banques 60 milliards de dollars de capitalisation évaporés.

Bruno Bertez 30 juin 2015

Les banques euro ont perdu près de 60 milliards de dollars de capitalisation boursière selon Bloomberg.

L'indice Stoxx 600 des banques a perdu 4,4% , c'est la plus grosse baisse depuis 2011. Les pertes les plus importantes sont en Italie, Portugal, et Espagne ou le système est considéré comme le plus fragile.

La BCE a gelé le plafond de l'ELA, à 89 milliards refusant ainsi de faire le tampon face à la ruée sur le cash.

Les plus fortes baisses.

Banco Popular -7%

Monte dei Paschi -10%

Intesa Sanpaolo 6%

On notera aussi la forte hausse des assurances sur les risques de défauts des obligations émises par les Banques et les assureurs.

Dans une note la Bofa prétend que l'exposition des banques européennes au risque Grec est encore de 45 milliards de dollars. On croit rêver ! Ce seraient la banque HSBC et le Crédit Agricole qui auraient les plus grosses expositions, vous savez, ce Crédit Agricole dont la pub dit qu'il n'investit que près de chez et ne spéculé pas. Nous ne croyons pas Bofa, c'est invraisemblable. Ils ont forcément réduit leur risque depuis la fin 2014.

Paribas ne serait touchée que par son portefeuille de trading sur les bonds.

Bourse un semestre bourré de pièges

Bruno Bertez 1 juillet 2015

En dépit des remous liés à la crise grecque, le CAC40 a gagné 12,11% au cours du 1er semestre 2015, passant de 4.272 à 4.790 points. Il s'agit du meilleur semestre de l'indice depuis le second de 2013. Malgré tout, le CAC40 a cédé -4,84% au second trimestre, après un début d'année exceptionnel (+17,81% au 1er trimestre).

En dépit de ce gain de plus de 12%, cinq titres ont perdu du terrain. C'est le cas des énergéticiens **GDF Suez** (-14,4%) et **EDF** (-12,4%), mais aussi d'**Alstom** (-5,3%), **ArcelorMittal** (-3,9%) et **Orange** (-2,4%). A l'autre extrémité, l'automobile fait presque un carton plein, puisque **Peugeot** (+80,5%) devance **Renault** (+54,3%) et que **Valeo** (+36,4%) est 4ème. **Airbus** s'intercale (+40,8%).

Intuitivement, sans regarder les cours et les inventaires, on sait que l'on s'est fait « tarter » par Draghi.

Les achats qu'il a suscité en Février ont fait monter les cours jusqu'à mi-Avril, ce qui a permis aux grandes banques de vendre les titres de fond de portefeuille comme Danone, l'Oréal, Véolia etc.. Si vous regardez, ces titres ne font strictement plus rien, ils sont asphyxiés.

Les soubresauts des indices que vous voyez de temps à autres sont produits par la volatilité du secteur bancaire et quelques spécialités spéculatives comme le secteur des télécoms.

Bref, Draghi nous a piégé au profit des banques d'une part et des anglo-saxons d'autre part: ils ont « distribué » pendant toute la période. Les achats de titres à long terme du QE ont été servis par les Pimco , Vanguard et autres, avec un joli profit sur leurs achats de 2012.

Eux peuvent dire, merci Draghi ! En plus la BCE a le culot, comme les banques ont peur et besoin de vendre plus, de prétexter le lissage saisonnier pour augmenter le volume de ses achats de titres. Ah les braves gens.

Le Quantitative Easing a été un piège coûteux aussi bien sur les actions que sur les obligations et fonds d'état. L'effet de richesse s'est transformé en effet d'appauvrissement. Volontaire? Non! Cynique? peut-être! Mais surtout idiot, car il ne fallait pas imiter les américains, les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets dès lors que les conditions d'application ne sont pas les mêmes. Le QE a été lancé sur des cours inflatés par les QE US antérieurs et surtout « le coûte que coûte » de 2012. La petite embellie conjoncturelle trompeuse des premiers mois de 2015 a fait le reste.

Nous pensons que les marchés sont gouvernés de façon primaire par la politique monétaire du Centre, les USA et de façon secondaire, circonstancielle, par les événements Grecs. Les affaires Grecques pouvant soit masquer la tendance primaire, soit au contraire la bonifier. C'est encore un autre piège.

Il est évident que le rapport risk-reward ne justifie pas que l'on intervienne en Bourse, les gains à espérer sont modeste et les risques de trou sont élevés, mais si la Grèce venait à peser trop, il y aurait possibilité d'un trading technique sur des marchés survendus.

L'eurostoxx 50 s'est envolé depuis son W haussier de fin 2014, une confirmation haussière a été fournie à 3250, la résistance s'est manifestée à 3400 , après une hésitation, on a repris de l'élan, pour aller au top du cycle de 3828. maintenant, c'est la descente, avec une zone d'arrêt é 3415 , nous y sommes. Si on franchit à la baisse les 3350/3360 , gare. c'est l'aventure. Toutes les moyennes mobiles ont été percées, rappelons -le.

Le marché américain est dans un large processus de distribution, étalé, avec

une participation qui s'étirole et un appétit pour le risque qui se réduit en peau de chagrin. C'est une sorte de retraite bien pilotée, ordonnée et il faut le dire, qui se passe très bien. Croisons les doigts.

Calme sur les bonds en Europe, mieux spéculatif sur les bancaires

Bruno Bertez 1 juillet 2015

Le marché des bonds souverains est calme ce mercredi en matinée, ce qui permet aux valeurs bancaires de se stabiliser. Les cours des banques françaises montent de 1 à 2%. En fin de matinée des achats spéculatifs sur des rumeurs provoquent un décalage des cours plus important. voir ci dessous.

Le balancier des fausses nouvelles, des espoirs, des sondages rend les mouvements plutôt aléatoires, mais une chose est sûre, il n'y a pas de boule de neige. Nous évitons de rentrer dans le jeu de l'intoxication et des manipulations en commentant la situation a minima.

« L'une des clés » à cette réaction des marchés reste notamment « le soutien » au marché du vaste programme de rachat d'actifs de la Banque centrale européenne lancé fin janvier, rappellent par ailleurs les stratégestes.

Peu avant 10H00 (08H00 GMT), le taux à 10 ans de l'Espagne s'inscrivait à 2,251% contre 2,301% la veille sur le marché secondaire.

De son côté, le taux à 10 ans de l'Italie refluit à 2,289% contre 2,334% la veille.

Les pays jugés plus solides de la zone euro voyaient pour leur part leurs taux se stabiliser, signe que l'aversion au risque était peu prégnante sur le marché.

Le taux à 10 ans de l'Allemagne s'inscrivait à 0,773% contre 0,764% la veille, celui de la France à 1,198% contre 1,195%.

En revanche, le taux de la Grèce restait sous pression, à 15,639% contre 15,424% la veille.

A court d'argent, Athènes n'a pas pu honorer mardi le remboursement de 1,5

milliard d'euros dus au Fonds monétaire international, devenant ainsi le premier pays industrialisé à faire défaut vis-à-vis de l'institution.

L'Eurogroupe doit reprendre mercredi pour examiner les propositions d'Athènes qui a demandé mardi un nouveau plan d'assistance financière.

« Les chances d'un accord avant l'échéance du FMI étaient infimes et le marché fait face à une issue incertaine lors du référendum de dimanche » convoqué en Grèce pour approuver ou rejeter les dernières propositions de Bruxelles, soulignent pour leur part les stratégestes obligataires de BNP Paribas.

Ajout

La Bourse de Paris accélérât mercredi à la mi-journée (+2,86%), après avoir brièvement pris 3%, sur fond d'optimisme concernant la résolution du dossier grec alors que les discussions entre Athènes et ses créanciers devaient se poursuivre dans la journée.

A 11H26 (09H26 GMT), l'indice CAC 40 prenait 136,82 points à 4927,02 points. Il avait perdu 3,74% lundi et 1,63% mardi.

Il y aurait « apparemment un nouveau coup de théâtre » dans les négociations entre la Grèce et ses créanciers.

Selon des sources européennes, la Grèce se dit « prête à accepter » les réformes de ses créanciers, mais sous conditions.

A court d'argent, Athènes n'a pas pu honorer mardi le remboursement de 1,5 mrd EUR dus au Fonds monétaire international.

Le dossier va faire l'objet d'une nouvelle réunion téléphonique des ministres des Finances de la zone euro, initialement prévue mercredi matin et qui a été repoussée à 17H30 (15H30 GMT).

Ajout à 12h

Du côté des valeurs, le secteur bancaire, sensible à ce dossier, était en forte hausse à l'image de BNP Paribas (+3,40% à 55,99 euros), Crédit Agricole (+2,89% à 13,73 euros) et Société Générale (+3,67% à 43,41 euros).

Qu'on nous rappelle Herman Van Rompuy ! Et vite !

Posté le 30 juin 2015 par Bruno Colmant

Depuis quelques jours, je ressens un immense et profond malaise. Cet étrange

balai diplomatique dans le monde irréel des salles de réunions monétaires me laisse inquiet. Fiévreux de la dramaturgie, probablement factice, des évènements. Sceptique du sérieux des hommes censés nous représenter.

A quoi ressemble cet immense jeu de rôle entre des créanciers aveugles et des débiteurs aux effets de manche ?

Comment l'actualité peut-elle être crédule d'un référendum sur une question incompréhensible dans un pays ruiné ?

Comment comprendre les propos irréfléchis et émotifs d'un Président de la commission qui confirme désormais sa totale incapacité à apporter calme et discernement.

Comment regarder sans ciller des diplomates s'étriper sur des questions symboliques alors qu'un peuple est au bord de son effondrement bancaire.

Un seul homme aurait été capable de gérer cette crise grecque avec subtilité, jésuitisme, élégance, finesse et l'ambiguïté constructive qui caractérise les hommes politiques qui ont pris toute la distance d'une vie.

Qu'on nous rappelle Herman Van Rompuy.

Et vite !

Quand deux expressions de l'Etat s'entrechoquent

Ce qui se passe en Grèce suscite de nombreuses réflexions. Je ne parle pas des expressions diplomatiques et autres figures de styles qui ressortissent à l'accessoire de l'histoire. Je veux plutôt parler de l'antagonisme entre deux expressions démocratiques, ou plutôt entre deux adhésions collectives de nature étatico-sociale : l'Etat et la monnaie.

La démocratie, le pouvoir du peuple, conduit à donner à l'Etat les clés de sa configuration.

Mais la monnaie, qui est aussi une expression de l'Etat dans un symbole supérieur, représente aussi une adhésion collective.

La Grèce est donc confrontée à un dilemme qu'on pourrait qualifier de cornélien au travers de ce référendum. Ce dernier porte à la fois sur l'expression démocratique populaire et sur la monnaie, sachant qu'il y a un antagonisme entre la représentation politique grecque actuelle et les conditions qui sont attachées à l'expression monétaire. En votant oui à l'euro,

les grecs votent contre leur gouvernement et inversement. Cette situation inédite est liée au fait que la monnaie est désormais supranationale... c'est-à-dire le reflet d'autres démocraties.

Le capitalisme n'est pas forcément la liberté!

Michel Santi 28 juin 2015

Milton Friedman déclarait en 1970 dans le Times Magazine que «la responsabilité sociale des entreprises est d'augmenter leurs profits». Il y faisait référence à son livre « Capitalisme et Liberté » où il assurait que «le monde des affaires une seule responsabilité sociale consistant à utiliser ses ressources et à s'engager dans des activités lui permettant d'augmenter ses profits». Friedman s'employait tout au long de cette analyse à dénigrer toute velléité de «responsabilité sociale» où ne devraient pas s'égarer les entreprises. Pour lui, un responsable «n'agit pas dans les intérêts de ses employeurs» s'il démontre des préoccupations d'ordre social. Dès lors, comment s'étonner de l'attitude souvent immorale du monde des affaires et de la finance face à la doctrine défendue par un éminent prix Nobel consacrant les profits comme dogme absolu? Pour Friedman, les individus n'ont effectivement qu'un seul devoir consistant à assurer leur prospérité et celle de leurs employeurs.

Cette quête du profit – critère absolu – contribuait donc à fragmenter et à compartimenter la société dont les individus se devaient – selon cette logique – de rechercher les bénéfices et de préserver leurs intérêts, loin de toute moralité et au risque de léser autrui. Car après tout, et c'est Friedman qui l'affirme dans cet article, « la société n'est qu'un groupement d'individus » dont l'obligation est de ne tendre que vers leurs propres résultats. C'est à peu près à cette période que Margaret Thatcher devait asséner significativement que « la société n'existe pas en tant que telle, qu'il y a juste des individus et des familles » !

De fait, nous évoluons aujourd'hui dans un monde où toutes les valeurs ont été bouleversées. Rien ne justifie en effet les écarts de revenus monumentaux entre hauts dirigeants d'entreprise et salariés, comme il est compréhensible que le citoyen de base puisse s'offusquer d'une telle inégalité. Ne serait-il pas sensé que l'amélioration des revenus du citoyen soit une combinaison du produit de la croissance et d'une meilleure redistribution? Une répartition

équitable des richesses et des revenus au sein de nos nations occidentales, qui se prétendent civilisées, n'est-elle pas une des clés fondamentales de la stabilité économique ? Warren Buffett lui-même ne s'était-il pas ému à l'occasion de son éditorial du 14 août 2011 dans le New York Times de payer 17 % d'impôts sur ses revenus quand ses équipes, elles, s'acquittaient d'une taxe de 36 %?

Pourtant, Keynes nous a souvent mis en garde à l'encontre «des fautes notoires d'une société incapable de procurer le plein emploi et qui distribue revenus et richesses de manière arbitraire et inégale». Les priorités sont donc d'urgence à redéfinir à la lueur de bouleversements sociaux inéluctables, comme le vieillissement des populations, qui sera un des facteurs nécessitant le plus l'assistance de l'État. Ainsi, qui conteste encore aujourd'hui que la couverture santé, les transports publics, l'éducation nationale et les autres prestations sociales de l'État contribuent de manière décisive à la paix sociale et à la réalisation de l'individu ?

La démographie et les inégalités galopantes sont donc les deux raisons fondamentales qui imposent le retour de l'État, car il vaut mieux compter sur les pouvoirs publics que sur le secteur privé dès lors qu'il s'agit de soutenir la population. Pour ce faire, une équation cruciale à résoudre sera –pour reprendre le Président Barack Obama lors de son discours inaugural du 21 janvier 2009– non de savoir « si le gouvernement est trop grand ou trop petit, mais s'il fonctionne ».